



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
www.paca.mutualite.fr

Le Travail Demain

"Quelle protection sociale pour les nouvelles transitions"

After Work, lundi 6 Février, La Boate à Marseille 1er

PRÉAMBULE

Olivier Techec, administrateur de la Mutualité Française Provence-Alpes Côte d'Azur présente le site de Place de la Santé, les principales fonctions et son objectif.

Le site participatif PlacedelaSante.fr a été lancé le 1er décembre 2016 par la Mutualité Française et ses think tank partenaires (Fondapol, Terra Nova et la Fondation Jean-Jaurès) afin de remettre la santé et la protection sociale au cœur des débats, avec comme première échéance les présidentielles 2017. PlacedelaSante.fr est un laboratoire d'idées à ciel ouvert qui bénéficie d'une démarche experte et transpartisane au travers des trois *think tank partenaires.

Il s'articule autour de 4 fonctions/Rubriques :

- **Explorer** les grandes questions de santé et les enjeux sociaux autour de huit thématiques (QUE JE VOUS PRESENTERAI PLU TARD). Cette rubrique propose des articles, des vidéos, des commentaires ou des tribunes.
- **Interpeller** ... les candidats, commenter les contenus du site et poster leurs propositions pour améliorer la santé ou la protection sociale.
- **Décrypter** les programmes des candidats ce qui permet de mieux les comprendre. Pour cela, le site met en avant les principales mesures des candidats au travers d'infographies.
- **Evaluer** ... les programmes et promesses du candidat qui sera élu

Un site bâti autour de 8 thématiques en lien avec notre cœur de métier : le financement de la sécu, l'accès aux soins, la complémentaire santé, le maintien de l'autonomie, la santé du futur, la prévention santé et environnement, le médicament et bien entendu **demain le travail**.

LE CONTEXTE

Olivier Techec dresse les enjeux de la problématique : "Quelle protection sociale pour les nouvelles transitions professionnelles ?"



Constat et enjeux des évolutions du travail

► Les constats :

- **Un monde du travail en pleine mutation depuis 25 ans :**
 - > désindustrialisation,
 - > robotisation (47% des emplois seraient mis en danger par la robotique),
 - > «plateformisation» des échanges.
- **Evolution des formes de travail :**
 - > développement de l'auto-entrepreneariat,
 - > développement des carrières multiples,
 - > remise en cause du principe du CDI (durée moyenne du CDI = 3 ans)

Le travail subit de profondes mutations. Depuis quelques années, tendent à émerger des trajectoires professionnelles hybrides, heurtées ou enrichies d'expériences et de projets, indépendants de toute hiérarchie.

Les éléments que nous vous présentons ici sont tirés de diverses études dont celle de **l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) qui a étudié les mutations survenues ces 25 dernières années dans le monde du travail et leurs conséquences sur la santé.** Son objectif : imaginer le travail en 2040 et anticiper l'évolution des risques professionnels. L'étude de l'INRS aborde les grands changements que le monde du travail a traversés depuis une vingtaine d'années : la désindustrialisation, la robotisation, ou encore la «plateformisation» des échanges. Elle conclue que l'évolution des formes de travail est autant une source d'autonomie que de précarité. Pour exemple : Ainsi, le développement de l'auto-entrepreneariat, des carrières multiples, va de pair avec les remises en cause du principe du CDI.



Constat et enjeux des évolutions du travail

- Globalement, les emplois de « milieu de gamme » disparaissent au profit des métiers très qualifiés ou au contraire de ceux qui le sont peu, que ce soit dans l'industrie ou dans les services.
- une volonté des entreprises de se recentrer sur leur cœur de métier et de faire appel à des entreprises sous-traitantes, pour tout ce qu'elles considèrent comme des activités connexes.
- De nouvelles formes d'organisations du travail qui émergent (« entreprise libérée », co-partage de salariés, contrats de travail 0 heure (GB),
- De jeunes générations avec des aspirations bien différentes de leurs aînés

Il n'y a pas que les évolutions technologiques qui contribuent à la mutation du monde du travail. Les crises économiques successives ont amené les entreprises à se recentrer sur leur cœur de métier et les individus à se questionner sur le sens donné à leur vie. A ce phénomène vient s'ajouter les aspirations des nouvelles générations, dites X, Y et voire Z, qui donnent veulent donner plus de sens à leur vie privée qu'à leur carrière....



Constat et enjeux des évolutions du travail

► Conséquences :

- Entre 10 et 13 transitions professionnelles dans une vie de travail.
- Le nombre d'embauches en CDD a progressé de 76% entre 2000 et 2012.
- Le nombre de travailleurs non-salariés a progressé de 26% entre 2006 et 2011.
- Développement de la « polyactivité » : 15% des non-salariés cumulant, déjà aujourd'hui, plusieurs activités.

Cette diapositive se passe de commentaires, elle est révélatrice d'un monde en pleine mutation.



Constat et enjeux des évolutions du travail

► Enjeux :

- Les mutations du travail ont des implications sur l'ensemble de notre système de protection sociale :
 - > Est-il encore pertinent de lier Sécurité sociale et statut professionnel ? Ou plus exactement, les droits sociaux peuvent-ils continuer à être rattachés à la personne plutôt qu'au travailleur ?
 - > Faut-il réunir tous les droits liés à la santé, à la famille, au chômage, à la retraite (Projet CPA).
 - > Faut-il créer de nouveaux statuts ?

Les mutations du travail ont des implications sur l'ensemble de notre système de protection sociale : nous dirigeons-nous vers un système de protection sociale centré sur l'individu ? Un élargissement des droits portés par le Compte Personnel d'Activité constitue-t-il une réponse ? Faut-il créer de nouveaux statuts ? Quid du dialogue social de ces nouveaux travailleurs ? Les nouveaux droits sociaux : accompagner les mutations et protéger les nouveaux actifs : un système de protection sociale centré sur l'individu, c'est pour demain ? La Sécurité sociale est encore largement adossée à l'exercice d'une profession. **Cela résulte du cadre législatif d'après-guerre qui lie l'acquisition de droits sociaux à l'emploi ou au statut professionnel.**

Depuis, les textes législatifs et réglementaires ont évolué pour mieux tenir compte des discontinuités de carrière, mais aussi des activités professionnelles qui se situeraient à la lisière du salariat et du travail indépendant. C'est ainsi que la loi assimile à des salariés certaines catégories de travailleurs (travailleurs à domicile, journalistes, artistes, VRP...).

Pas sûr cependant que ces évolutions soient suffisantes. Les mutations du travail ont forcément des implications sur l'ensemble de notre système de protection sociale. Dans ces conditions, est-il encore pertinent de lier Sécurité sociale et statut professionnel, ou plus exactement, les droits sociaux peuvent-ils continuer à être rattachés à la personne plutôt qu'au travailleur ?

Avant de bâtir de nouvelles formes de protection sociale, il faudra convenir du modèle : universalité et solidarité du système ou individualisme ? **Place au débat !**



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
www.paca.mutualite.fr

LA TABLE RONDE

animée par Hélène Foxonet, journaliste

- **Olivier TECHEC, Administrateur de la Mutualité Française Paca**
- **Denis PHILIPPE, Président de la Chambre régionale des entreprises de l'économie sociale et solidaire (CRESS Paca)**
- **Roland RIZOULIERES, en charge de l'organisation des ETATS GENERAUX DE LA SANTE pour l'INTERPRO SANTE (UPE 13)**
- **Philippe GUENOUN, Vice-président de la CPME 13**

Hélène Foxonet

Peut-on conserver une protection sociale solidaire et universelle ? Peut-on se passer de la volonté de ne laisser personne au bord du chemin ?

Denis Philippe

1700 entreprises ESS en Paca, 4000 emplois ont été créés ces 5 dernières années en Paca. C'est une économie qui se porte bien.

Le constat aujourd'hui est que la protection sociale est très segmentée. Il faut souhaiter que pour ces présidentielles émerge un vrai projet de société.

Roland Rizoulières :

Les économistes parlent de stagnation séculaire : il y a déjà eu des transformations/révolutions du monde travail par le passé mais ce qui caractérise cette mutation c'est la croissance molle des gains de productivité. Difficile de prédire ce qui va se passer. Un autre courant d'économistes parle plutôt de contexte de cycles. R.R penche plutôt pour la première hypothèse où il y aura du travail mais plutôt qualifié et du coup pour les personnes non qualifiées ça sera difficile pour elles d'accéder au travail et donc au logement et à la santé.

Philippe Guénoun : nous connaissons une phase de mutation angoissante, anxiogène. A 10 ans, ce sont 6 nouveaux emplois qui vont être créés mais il est absurde de penser que les robots vont remplacer les emplois. Il faut privilégier la formation pour accompagner cette transition. Les TPME sont très attachées à ce système de protection sociale. Beaucoup d'améliorations pourraient être apportées pour que l'investissement soit plus productif. Il existe un problème de précarité.

#PhilippeGuenoun @cpme13 "on est en train de créer les emplois de demain, il est difficile pour les jeunes de se projeter" #PlacedelaSante

Denis Philippe

Avant sécu de 45 correspondait à un vrai projet de société qui protégeait globalement le salarié or aujourd'hui il n'est plus adapté... Il faut un vrai projet de société qui couvre toutes les transitions professionnelles.

Roland Rizoulières

Que penser d'un projet de société qui envisage la suppression de l'AME des étrangers ? En termes de santé publique si certaines personnes ne sont pas soignées, il y a peut y avoir des épidémies, un risque sanitaire.



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

www.paca.mutualite.fr

Olivier Techec

La Sécurité sociale de 45 a toujours été au service d'un projet de société. Projet qu'il nous faut revisiter si ce n'est réinventer. Aujourd'hui, on a du mal à voir où on va. Si l'espérance de vie est chaque année meilleure et que de nombreux dispositifs ont vu le jour pour permettre au plus grand nombre de bénéficier d'une complémentaire santé avec une facilitation de l'accès aux soins, nous constatons dans le même temps une recrudescence du renoncement aux soins et aussi aux droits (ACS...) Autre paradoxe : notre pays fait partie des plus riches mais il n'a de cesse de s'interroger sur le financement de sa protection sociale.

Bref, nous n'avons jamais eu autant besoin de protection sociale sans pouvoir adapter le modèle économique aux problématiques du 21^e siècle et notamment aux évolutions du travail et sa « raréfaction ».

Roland Rizoulières

Aborde les mutations éco autour de l'Etang de Berre dont il a été témoin. Ce n'est pas un manque d'anticipation dans la transition économique : on savait et on connaissait les activités nouvelles qui pouvaient y émerger. Mais nous avons été incapables de créer une GPEC. Les maires étaient d'avantage préoccupés par la mise en place de la Métropole. Il cite l'exemple d'une entreprise américaine qui souhaitait s'implanter qui a été ballotée et qui, pour finir, s'est installée à Lyon. Il y a toujours eu un clivage entre l'industrie chimique et industrielle. Ce sont des réactions individualistes qui pénalisent les transitions économiques des salariés. Et c'est le cas dans beaucoup de bassins industriels. Les lois Macron et El Khomri ont créé de la flexibilité mais n'ont pas donné de place à la formation.

@rrizoulières la transition éco s'accompagne dès lors que les parcours de vie sont sécurisés après on envisage la flexibilité #PlacedelaSante

Philippe Guenoun

L'Allemagne a beaucoup détricoté sa protection sociale. Ils ont développé des emplois à très bas revenus. Il ne faut pas se voir plus mal que l'on est. Regardons ce qui est fait ailleurs. Beaucoup d'améliorations sont à apporter au niveau de la sécurité sociale, dans le domaine médical où de grosses dépenses sont faites et pourtant ça ne fonctionne pas. Sans parler du Numerus clausus...

La loi sert l'ANI parce qu'il a eu une relative unanimité sur le contrat d'accès aux soins. Or tous les travailleurs ne le connaissent pas et les médecins ne l'appliquent pas et développent des dépassements d'honoraires (médecins généralistes et spécialistes), avec pour conséquence des hausses des restes à charge.

#PhilippeGuenoun cite l'ex de l'Allemagne qui a favorisé la flexibilité en contrepartie d'un détricotage de sa protection sociale.

Denis Philippe

Pour revenir sur l'ANI, la Mutualité au départ n'était pas autour de la table, elle n'y était pas favorable car l'ANI renforce la segmentation. Il y a trop d'exclus dans ce dispositif sans compter les difficultés de sortie de l'ANI et des retraités laissés au bord de la route...

Hélène Foxonet

Et si nous revenions sur les propositions des candidats ? Jean-Luc Mélanchon veut supprimer les Mutuelles au profit d'une prise en charge à 100% par la Sécu...



MUTUALITÉ
FRANÇAISE

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

www.paca.mutualite.fr

Roland Rizoulières

En santé les marges de manœuvre sont importantes sur les recettes comme sur les dépenses. La thématique santé reste très sensible pour les français.

Hélène Foxonet

Emmanuel Macron veut entrer dans une fiscalisation des recettes, ce qui élargirait l'assiette.

Roland Rizoulières

Il n'est pas absurde de dire qu'il n'y a pas que les travailleurs qui doivent payer. Il existe des systèmes redistributifs qui ne sont pas totalement maîtrisés et côté dépenses, il existe des hypothèses sur lesquelles il peut sortir des choses intéressantes. Ce qui va augmenter le plus, ce sont les maladies chroniques. Il faut entrer dans un système de prévention, ce qui ne correspond pas à l'existant. Aller vers une médecine préventive, des outils connectés, de l'exercice coordonné, de la médecine collaborative... C'est le parcours de santé qui doit être revu.

L'exemple de la Suisse est intéressant, mais il n'est pas évident que nous allions vers cela car c'est très politique.

Aujourd'hui, nous n'avons plus le temps pour tenter des choses intéressantes. Par ailleurs l'Etat et l'Assurance maladie se livrent concurrence. Cela crée un problème de lisibilité. Il existe pourtant des enjeux formidables. Il existe des marges de manœuvre mais il faut arriver rénover le système.

Denis Philippe

Il y a des problèmes de la société civile où il n'existe pas de politique à la hauteur. On aimerait voir des candidats avec un projet. Aujourd'hui objectivement tous les projets ne sont guère aboutis. On sait aussi que les candidats peuvent se faire élire sur des programmes qu'au final ils n'appliqueront pas.

Olivier Techec

Dans la période de crise actuelle, la sécu joue un rôle capital d'amortisseur social et celui-ci s'use. L'essentiel durant cette période est de conserver le caractère solidaire et universel de notre système de protection sociale et de ne pas créer de brèche dans le précepte « chacun cotise en fonction de ses besoins et reçoit en fonction de ses moyens ». Maintenir l'individu au centre de notre organisation est primordial afin de lui donner toute son efficacité. Certains candidats au scrutin présidentiel proposent notamment un revenu universel, ce qui va dans ce sens. La transformation du travail peut nous interroger sur le fait qu'on puisse bénéficier d'un revenu en étant étudiant ou sans emploi. Cela impactera forcément et aussi le financement de la sécu...

Philippe Guenoun

L'ubérisation existe à un niveau assez faible aujourd'hui par rapport à ce qu'on en parle. Il y aura des emplois qui ne dureront que quelques années. Mais si le système de protection sociale ne suffit plus, il reste perfectible.

Il faut espérer que le revenu universel soit une utopie car ce n'est pas une bonne solution. Ça serait catastrophique.



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
www.paca.mutualite.fr

Roland Rizoulières

C'est une forme d'utopie sur laquelle on peut réfléchir... En Suisse, il existe un système obligatoire de réservistes qui sont rémunérés (pompiers, gendarmes, militaires, Croix-Rouge) et qui bénéficient de formations.

Ça développe du sens collectif. Cela coûte de l'argent mais tous les problèmes évités peuvent eux, permettre des économies.

Participant

La robotisation, l'ubérisation... Sait-on précisément combien d'emplois vont disparaître ? Combien vont être créés ?

Denis Philippe

Ça va en détruire et en créer d'autres plus spécialisés. De nouveaux métiers et de nouveaux services autour vont se créer.

Olivier Techec

Il n'est pas possible de prédire combien d'emplois vont être détruits et d'autres créés. Même les spécialistes ne sont pas d'accord, alors à moins d'être madame Irma... Ce qui semble se profiler, c'est que dans un premier temps les emplois créés le seront autour de compétences numériques et que ceux détruits le seront autour de tâches répétitives facilement « robotisables »... Pour la suite, ce périmètre pourrait s'élargir.

Denis Philippe

Pour en revenir à Benoit Hamon, il pose quand même une question intéressante : comment on accompagne les nouveaux modes de travail ? C'est le seul. Malheureusement, aujourd'hui, il y a des gens qui font profession de la politique en oubliant l'intérêt général.

Roland Rizoulières

Le consommateur a le pouvoir ultime de dire non et de ne pas choisir tel ou tel système.

Denis Philippe

Le débat ne se résume pas à une opposition entre relations humaines ou robotisation. La robotisation oui mais à côté il faut créer de la proximité.

Olivier Techec

Nous avons peu de certitude sur les impacts de la transition numérique toutefois pour accompagner les parcours professionnels qui pourraient être moins linéaires que par le passé, plus chaotiques, il faudra pouvoir s'appuyer sur un système de protection sociale qui demeure universel et solidaire. Nous allons devoir faire preuve de la même capacité d'innovation que les inventeurs de la sécurité sociale. Si nous, n'avons pas comme eux un pays à reconstruire, nous avons une société complètement nouvelle à accompagner et à protéger.

Fin des débats